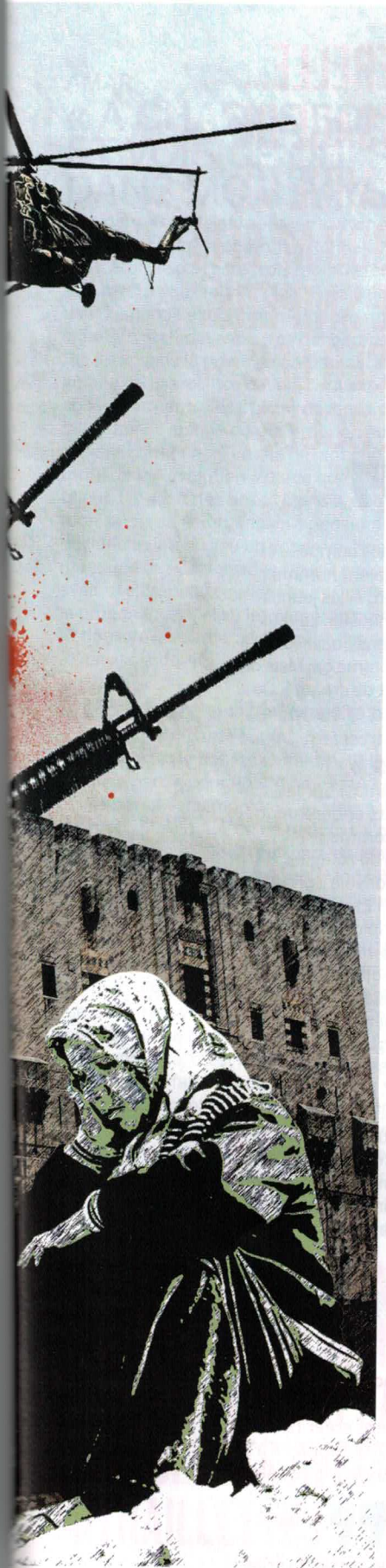






DAMAS-RENNES

La guerre comme bagage

Depuis les soulèvements syriens de mars 2011, Rennes reçoit régulièrement des réfugiés venus d'Alep, de Damas ou de Homs. Quatre d'entre eux ont accepté d'évoquer leur parcours, de l'enfer du conflit aux galères du quotidien en Bretagne.

Dls sont discrets et peu nombreux. Finissent des études pour la plupart. Enchaînent les petits boulots pour d'autres. Et scrutent tous, inlassablement,

les nouvelles du pays. Depuis le début des mouvements révolutionnaires, en mars 2011, la communauté syrienne de Rennes s'est légèrement éteinte. Impossible d'obtenir des statistiques précises. Selon nos informations, ils seraient entre cinquante et cent, exilés d'un pays en ébullition perpétuelle depuis trois longues années. « Sur les 850 à 900 dossiers de demande d'asile reçus chaque année, une vingtaine seulement émanent de Syriens », indique-t-on à la préfecture d'Ille-et-Vilaine.

« Même si les démarches ont été facilitées, la France reste moins souple que d'autres Etats pour l'obtention des visas », explique Yaya Chamali, cofondateur de l'association Tous pour la Syrie, qui organisait en février une grande soirée de collecte. La grande majorité des deux millions de réfugiés syriens estimés par l'Onu a trouvé refuge dans les pays du Golfe. En Europe, les chiffres sont plus disparates. Berlin a annoncé en septembre l'accueil

de 5 000 réfugiés. Paris évoquait dans le même temps la délivrance de 500 visas dans les mois à venir. « La plupart restent à proximité de la capitale, précise Yaya Chamali. Rennes, vue de Damas, c'est le bout du monde... »

Ceux qui ont rejoint la capitale bretonne y avaient pour la plupart déjà séjourné avant le conflit. Ou n'ont pas pu repartir après le début des événements. Mouneer, arrivé en janvier ; Amar, qui rêve de repartir ; Taysir, qui s'est battu pour ne pas « prendre le statut de réfugié à quelqu'un qui en aurait plus besoin »... *Le Mensuel* a rencontré plusieurs de ces « exilés de guerre ». Prof, pharmacien ou représentant d'un ministère, chacun a son histoire. Chacun a subi le « chaos » qui règne en Syrie. Chacun a quitté sa ville, sa famille, son avenir pour tenter de refaire un bout de vie à Rennes, malgré le danger et la galère. Et beaucoup continuent de craindre le régime. « Ici, je ne pense pas qu'on puisse être inquiétés pour nos vies, tempère Yaya Chamali. Mais on est fichés comme activistes. J'étais réserviste de la Marine française. Je n'ai plus aucune mission. Mes comptes bancaires ont été curieusement bloqués. La vie, quoi qu'il en soit, ne sera plus jamais la même pour nous. » ●

MOUNEER¹

« J'AI VU DES MILLIERS DE RÉFUGIÉS, MAIS AUCUNE AIDE HUMANITAIRE »

J'ai fait mes études en France de 1989 à 1995. Je suis marié à une Française. Nous nous étions établis à Alep, où nous travaillions à l'université. Je suis enseignant en biologie végétale. On a vu la situation se dégrader en 2012 avec l'arrivée des chars dans les villes. On est passé à de véritables actes de guerre. L'école française était fermée, les écoles syriennes étaient occupées... J'ai demandé à ma femme de rentrer en France. Moi, je suis resté. Je pensais encore que ça allait s'améliorer.

A Alep, aujourd'hui, 65% de la ville est sous le contrôle des rebelles, 35% sous le contrôle de l'Etat... Mais ce n'est même plus l'Etat, en réalité. Ce sont des milices, des paramilitaires qui viennent du Liban ou d'Irak et qui sont complètement incontrôlables. Les gens les craignent plus que la guerre elle-même. Ils se privent pour leur apporter à manger. Un chef d'entreprise que je connais a vu ses frères se faire assassiner parce qu'il n'avait pas payé ce que lui demandaient les miliciens. Ce sont des hommes sans foi ni loi. Et moi, j'habitais à côté d'eux. Nous étions complètement coupés du monde. Je suis resté trois jours sans pouvoir sortir de mon quartier. Alep est une ville martyre. Près de la moitié est détruite. Tous les jours, il y a entre cinquante et cent morts dans le pays. L'armée tire des bombes à l'aveugle.

En janvier, j'ai décidé de partir. C'était risqué. Je devais traverser les zones de combat du centre-ville. Il y a une passerelle... On l'appelle le passage de la mort. Elle est large de 10 m et longue de 800 m. Elle est surplombée de snipers qui s'amuse à viser les gens. Tous les jours, il y a entre 5 000 et 10 000 personnes qui sont obligées de la traverser : c'est le seul point d'accès du centre-ville. On doit courir pour passer.

En 2011, quand on a vu les soulèvements en Egypte et en Tunisie, on a tous pensé que quelque chose allait arriver chez nous. La situation en Syrie était devenue insupportable. Il y a seize services de renseignements ! Ça représente 200 000 personnes qui suivent et épient les gens partout. C'était impossible de critiquer le régime. A la faculté, le parti a ses bureaux : aucun président d'université ne prend de décision sans passer par eux. L'université, le commerce, l'hôpital... tout est contrôlé par la famille d'Assad. Même pour ouvrir un magasin de coiffure, il faut l'accord du gouvernement ! Dans le pays, 30% des gens

IL Y A UNE PASSERELLE... ON L'APPELLE LE PASSAGE DE LA MORT. ELLE EST LARGE DE 10 M ET LONGUE DE 800 M. ELLE EST SURPLOMBÉE DE SNIPERS QUI S'AMUSENT À VISER LES GENS. C'EST LE SEUL ACCÈS AU CENTRE D'ALEP

obtenaient un poste parce qu'ils avaient des compétences. Le reste, c'est juste parce qu'ils étaient nommés par le parti. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les jeunes diplômés ont été parmi les premiers à manifester. Le taux de chômage était de 30 à 40% pour ces gens qualifiés. Non, vraiment... ça ne pouvait plus tenir comme ça. Mais on n'imaginait pas qu'il pourrait y avoir autant de cruauté. Ce sont des sauvages, qui n'appartiennent plus à l'humanité.

« La situation a viré au chaos »

Fin 2012, j'ai été obligé de me rendre à Damas. Sur la route, j'ai vu des villes de 40 000 habitants entièrement rasées... Ils sont où, les gens ? Ils vivent comment ? Dans la zone où j'étais, j'ai vu des milliers de réfugiés, mais aucune aide humanitaire. Tous les convois doivent passer par le Croissant rouge, qui obéit à l'Etat. Ils ne distribuent rien, mais revendent tout le triple du prix. Les gens pensent qu'ils sont lâchés par l'ensemble du monde. La situation a viré au chaos. Qui sont ces djihadistes qui sont arrivés ? Ils « libèrent » des zones déjà libérées par la révolution. Ils appliquent les mêmes méthodes que le régime. Ils ont de l'argent, beaucoup d'argent. Ils ont des chars, des armes flambant neuves et versent des salaires de 1 500 dollars à ceux qui les rejoignent. Les rebelles, eux, n'ont rien. Même pas un sandwich.

J'ai trouvé que c'était lâche de partir. J'aurais dû vivre avec les gens. Et mourir avec eux. (*silence*) Si j'avais été médecin, j'aurais été utile... Mais je n'ai même pas réussi à protéger mes étudiants. Ne rien pouvoir faire... ça m'a donné l'impression de participer à l'horreur.

EN 5 DATES

23 mars 2011. L'emprisonnement et la torture d'écoliers ayant tagué des propos anti Bachar Al Assad déclenchent des manifestations dans tout le pays.

30 juillet 2011. Dans une vidéo publiée sur le web, d'anciens militaires, déserteurs du régime, déclarent créer l'Armée syrienne libre. Le Conseil national syrien, coalition des forces de l'opposition, se forme à Istanbul, le 2 octobre.

1^{er} octobre 2012. Le souk d'Alep, inscrit au patrimoine mondial de l'humanité, est en partie détruit. Après Homs, Alep devient une nouvelle ville martyre de la révolution.

21 août 2013. Une attaque fait 1 300 morts dans la banlieue de Damas. L'opposition accuse le régime d'avoir mené l'offensive avec des gaz toxiques. Le gouvernement nie.

22 janvier 2014. La conférence de Genève 2 réunit les forces en puissance pour tenter de trouver une sortie de crise.

AMAR¹

« A CHAQUE FOIS QUE JE LIS ET VOIS CE QUI SE PASSE DANS MON PAYS, JE PLEURE »

Mes deux enfants et moi-même avons rejoint mon épouse, qui préparait sa thèse de Droit à Rennes. Nous sommes arrivés le 30 juin 2011. Moi je suis resté trois mois, le temps de mes congés. Puis je suis rentré pour mon travail. J'avais un poste important au ministère de l'Economie et du Commerce. De retour en Syrie, j'ai vite vu que la situation était devenue très dangereuse. J'habitais un appartement à Harasta, dans la province de Damas. Mais comme ma famille est originaire de la province d'Alep, j'étais toujours soupçonné de quelque chose. Les contrôles étaient devenus quotidiens et à chaque fois, il fallait que je justifie de ma situation au ministère. Les manifestations avaient commencé. La rue devant chez moi a été rebaptisée « la route de la Révolution » parce que tous les jours, les gens y protestaient. Il y avait des tirs... Une fois, une balle est rentrée jusque dans mon salon. Je commençais à penser à revenir en France. L'élément déclencheur a eu lieu un vendredi. Nous étions obligés d'aller à la mosquée des Omeyyades pour y écouter des discours pro-Assad. Il y avait des drapeaux syriens et des portraits du président... C'était de la propagande. J'ai vu les caméras qui filmaient les manifestations. Et derrière les caméras, il y avait des soldats avec des mitraillettes. J'étais scandalisé.

« Mon frère a été touché »

Il y a peu, j'ai regardé sur Internet les images satellites de ma rue. Mon appartement a été entièrement bombardé... En voyant ça, j'ai perdu la parole pendant 24 heures. A chaque fois que je lis et vois ce qui se passe dans mon pays, je pleure. On essaie de préserver nos enfants... Mais nous, on ne peut pas s'empêcher de chercher toutes les informations. Chez mes parents, dans la province d'Alep, il y a des bombardements tous les jours. Mon frère a été touché. Il a des morceaux de fer dans la jambe qui n'ont pas pu être retirés : c'était trop risqué d'aller jusqu'à l'hôpital d'Alep et le petit hôpital qui l'a soigné n'avait pas le matériel nécessaire pour l'opérer.

J'ai travaillé pour le régime. J'ai représenté la Syrie à Genève, Tokyo, Amman... Quand je suis rentré de France, la première fois, j'ai su que dans mon village, il y avait une liste des partisans d'Assad. Mon nom figurait en cinquième position. Ça a été très dur pour moi d'apprendre ça. C'est mon village, mes amis. Me dire qu'ils pensent ça de moi me fait beaucoup de mal. La réalité est encore plus dure que ce que racontent les médias. Je pense que si on avait su que la situation dégénérerait comme ça, personne n'aurait osé manifester. Le pire, c'est que le peuple ne demandait même pas un changement de régime. Simplement un peu de justice sociale.

« J'AI VU LES CAMÉRAS QUI FILMAIENT LES MANIFESTATIONS. ET DERRIÈRE LES CAMÉRAS, LES SOLDATS AVEC DES MITRAILLETES »

« LA COMMUNAUTÉ S'EST DIVISÉE. SANS RIEN DIRE »

TAYSIR¹

« UN COMPATRIOTE QUI VIVAIT À RENNES M'A BALANCÉ »

Je suis originaire d'Alep. Je suis pharmacien. En 2006, j'ai démarré un master en génomique fonctionnelle à Clermont-Ferrand. J'ai poursuivi avec une thèse en biologie et sciences de la santé à Rennes 2. En 2012, une fois mes diplômes décrochés, je suis rentré en Syrie, où un poste au ministère de la Santé m'attendait.

A ma sortie de l'avion, on m'a annoncé que j'étais sous le coup d'une interdiction de quitter la Syrie. Je devais me rendre au Service de renseignements des étrangers. Je ne suis pas un activiste... mais je ne cache pas mes opinions. Sans être contre le régime, j'estimais qu'il fallait plus de liberté. Même ça, on n'a pas le droit de le dire. Un compatriote qui vivait à Rennes m'a balancé. Ça n'a pas été trop grave : j'ai simplement eu droit à une formation au « sentiment national » pour être plus patriote. Mais je me suis dit que rien n'avait changé et j'ai décidé de revenir en France.

« La guerre n'est pas mon combat »

Je suis passé par le Liban. A l'aéroport, j'ai été refoulé parce que je n'avais évidemment pas d'autorisation de quitter le territoire délivrée par les autorités syriennes. La seconde tentative a été la bonne. Avec un peu d'argent, on arrive à tout... Je suis donc arrivé ici en avril 2012, avec un titre de séjour d'une validité d'une journée. Mais il était hors de question pour moi de demander le droit d'asile. Par principe. Je ne me sentais pas menacé dans mon pays et je ne voulais pas en profiter. D'autres en ont plus besoin que moi. Mais ça a été un vrai parcours du combattant. En tout, j'ai dû cumuler plus de huit titres de séjours avant d'obtenir mon visa actuel, valable un an. J'ai entamé plein de démarches pour avoir ce document. J'ai créé mon entreprise, contacté la députée Nathalie Appéré, qui a écrit, activé mon réseau... et j'ai obtenu un poste de chercheur à Rennes 2. Je ne sais pas ce qui, au final, a fait pencher la préfecture.

Depuis le début du conflit, la situation a évolué même ici, en France. La communauté s'est divisée. Sans rien dire. Pourtant, il y a toujours un troisième courant qui existe. On peut ne soutenir ni l'opposition militaire, ni le régime... La guerre n'est pas mon combat. En revanche, j'ai envie d'être utile sur le plan humanitaire. Mais là encore, c'est compliqué. Il y a quatre associations à Rennes pour venir en aide à la Syrie. Chacune travaille dans son coin, achemine des médicaments, du lait, des vêtements... en payant chacune un convoi et en envoyant chacune des gens sur place, prendre des risques. C'est du gaspillage. Il faudrait se mettre d'accord, se rapprocher d'associations internationales qui sont missionnées par les Nations unies pour faire le job. Mais là encore, ça demande de passer outre certains clivages.

OMAR¹

« JE DEVAIS COMMENCER MA VIE, MAIS J'ÉTAIS BLOQUÉ »

Je suis venu à Rennes en 2005, pour faire mon master et mon doctorat en biologie. Un poste de chercheur m'attendait à Damas. Je suis donc rentré en Syrie après mes études, début 2011. À l'époque, un ingénieur diplômé comme moi pouvait espérer gagner entre 150 et 200 € par mois. Ce n'est pas énorme puisque les loyers sont autour de 100 €. Beaucoup de gens cumulent plusieurs activités professionnelles. Moi, j'avais démarché des sociétés en Bretagne pour leur proposer de développer leur marché syrien. Une entreprise spécialisée dans la production animale était intéressée par mon profil... Mais ils m'ont mis en garde : pour entrer sur le marché, il fallait se mettre en lien avec trois ou quatre hommes d'affaires d'influence en Syrie. En étudiant la question, je me suis aperçu que ces hommes d'affaires étaient en fait des membres du gouvernement. Pour implanter toute nouvelle activité, on doit les prendre comme « associés » et leur reverser une part conséquente du chiffre d'affaires. Le régime est basé sur la corruption. J'ai prévenu la société bretonne. Elle a préféré laisser tomber pour le moment.

Je suis retourné dans ma famille, dans la province d'Alep. La révolution a commencé quinze jours plus tard. On se souvenait de la sauvagerie du régime pour réprimer les mouvements des années 1980. On était persuadé que les manifestations s'arrêteraient vite, qu'il ne pourrait y avoir un soulèvement populaire comme en Tunisie ou en Egypte. Les semaines passaient et ça continuait. Alors on a commencé à espérer. Mais après cinq mois de conflits, le doute s'est installé.

Moi j'ai manifesté un peu, au début. Mais c'était secret. Mes petits frères aussi manifestaient... et je ne le savais pas. Quand on sortait la nuit pour aller protester, on mettait des cagoules. Impossible de reconnaître qui que ce soit dans la foule. Et personne n'en parlait à la maison. J'ai découvert l'activisme de mes frères quand la police a appelé pour me dire qu'ils avaient été arrêtés. Ils ont eu de la chance : dans certaines zones de Syrie, ils auraient été envoyés dans des prisons secrètes comme « Section Palestine », un endroit d'où les gens ne reviennent pas. Dans notre région, les forces de l'ordre ont d'abord gardé la tête froide. Ils ont été libérés après quinze jours de détention. Moi, j'ai arrêté de manifester.

« Ne pas sombrer »

Il fallait que je commence ma vie, mais j'étais bloqué. Pour rejoindre mon poste à Damas, je devais passer de nombreux points de contrôle du régime : la police y vérifie votre identité, pour voir si vous êtes sur une liste de personnes recherchées pour s'être opposées au régime ou pour n'avoir pas fait le service militaire. Comme j'étais allé chercher mes frères en prison, il y avait des risques que les services secrets sachent que j'avais manifesté. Et on me réclamait pour le service. En même temps, dans ma ville, les bombardements s'intensifiaient. Moralement, c'était très dur. Pour ne pas sombrer totalement, j'essayais de lire et traduire des livres en anglais et en français. Mais je n'arrivais pas à me concentrer plus de quatre pages. J'ai contacté le labo pour lequel j'avais travaillé, ici, à Rennes et leur ai demandé de me faire une invitation pour me permettre d'avoir un visa de voyage.

“ MOI J'AI MANIFESTÉ UN PEU. MAIS C'ÉTAIT SECRET. MES FRÈRES AUSSI MANIFESTAIENT... ET JE NE LE SAVAIS PAS. QUAND ON SORTAIT LA NUIT POUR ALLER PROTESTER, ON METTAIT DES CAGOULES ”

Mais même avec ça, c'était compliqué. Je ne pouvais pas passer par la frontière libanaise, contrôlée par le régime. Il fallait que j'atteigne la frontière turque, contrôlée par les rebelles. Je suis monté dans un bus qui transportait des ingénieurs qui travaillaient dans la zone et j'ai pu quitter le pays.

Chaque négociation internationale est un sursis pour le régime. Al Assad joue la montre. Il n'y a qu'une intervention armée qui pourra stopper ce qui se passe. J'y ai cru au moment de l'utilisation d'armes chimiques. Et puis finalement... rien. C'est comme lui dire : « Vous avez le droit de massacrer votre peuple avec n'importe quelle arme, sauf avec des armes chimiques. » Les hélicoptères du régime larguent au hasard des bidons remplis d'objets métalliques, qui font des dégâts considérables. Pour les familles, c'est l'enfer. Il n'y a que deux possibilités : rejoindre un camp de réfugiés aux conditions de vie atroces ou avoir beaucoup d'argent pour payer le voyage de l'exil. La plupart des gens sont donc condamnés à subir les tirs et les bombardements. Les gens ne subsistent plus que grâce à l'aide humanitaire. Les prix des denrées ont été multipliés par trois. Voire plus. Et après mon départ, la situation s'est considérablement dégradée. Dans ma ville, l'armée de la révolution a pris le contrôle assez vite. Ils ont organisé une sorte de service communal pour assurer la vie quotidienne, telle que l'organisation des transports ou la collecte des ordures. Mais depuis quelque temps, de nouveaux groupes rebelles sont arrivés de l'extérieur du pays. Les groupes ne sont pas d'accord entre eux et s'affrontent violemment. Il y a une semaine, quatorze civils ont été tués par des tirs de rebelles. J'ai de plus en plus de mal à garder espoir pour mon pays. Et pourtant, il le faut, je n'ai pas le choix. Moi, j'ai réussi à obtenir rapidement le droit d'asile en France. Il m'a fallu cinq mois contre les deux ans nécessaires auparavant... J'ai trouvé un petit travail dans une épicerie. Ça n'a rien à voir avec mes compétences scientifiques. Ma vie n'est pas ce dont je pouvais rêver, de toute façon. Mais je ne peux pas baisser les bras. C'est un devoir pour moi de témoigner, de collecter des vêtements, du lait pour les enfants, des médicaments... tout ce qui peut servir à ceux restés sur place. C'est ma façon de tenir.

1. Les prénoms ont été modifiés.